

Communiqué de presse :



Les mouvements citoyens, associatifs, syndicaux et politiques, CGT, FSU, Solidaires, NPA, France Insoumise, PCF, Alternative Libertaire, Génération et ATTAC se félicitent des marées populaires du samedi 26 mai.

Ce sont près de 80 organisations qui, en unissant leurs forces, ont rassemblé des centaines de milliers de manifestantes et manifestants partout sur le territoire. Dans leur diversité, ils et elles ont défilé pour exiger plus d'égalité, de justice sociale, d'écologie et de solidarité et donc une toute autre politique que celle du gouvernement.

Ce déferlement populaire porte l'espoir d'alternatives sociales. Il témoigne de la détermination des citoyen.ne.s à rompre avec les choix d'Emmanuel Macron, une politique au service du patronat qui vise à imposer toujours plus d'austérité en matière de service public, de protection sociale et de garanties collectives, et de reculs sur la santé et la protection de l'environnement (...).

Fortes de ces initiatives, les organisations appellent à une amplification du mouvement social et s'engagent, chacune dans leurs champs respectifs, à soutenir et à développer toutes les luttes en cours, dans les entreprises, les services, les lieux d'études et aux côtés des précaires, privés d'emploi et retraités.es. Nos forces sont engagées pour la défense du service public ferroviaire, pour un enseignement supérieur accessible à toutes et tous, pour les services publics et la défense des droits des salarié.es du public comme du privé, pour les droits des migrant.es, pour l'avenir des générations futures.

Les organisations partageant le constat d'une réelle urgence sociale décident de poursuivre le travail engagé afin de faire grandir le mouvement social contre les politiques de casses sociales et environnementales et pour le progrès social. Elles discuteront rapidement des formes précises que ce travail en commun peut prendre.

A Orléans, cette première manifestation est un encouragement avec près de 2500 personnes dans la rue. Les organisations se sont retrouvées pour un bilan le 6 juin, et toutes ont affirmé leur volonté de maintenir le collectif. D'ors et déjà un premier rendez-vous sera posé pour la défense des services publics, pour, sans doute, un meeting.

Les organisations orléanaises affirment qu'à la veille du lancement d'une nouvelle réforme des retraites d'une nocivité jamais égalée, le collectif doit prendre toute sa place dans la lutte qui s'annonce.

Orléans, le vendredi 15 juin 2018